

**PRIORITÉS POLITIQUES  
DU GROUPE PSE**  
*actualisées pour la deuxième moitié  
du mandat 2020–2025*

**Les villes et les régions unies  
autour d'une reprise progressiste,  
solidaire et durable !**

---

## NOTRE AMBITION

### Une occasion de mettre en valeur un programme progressiste

---

Nous vivons une époque de transformations où l'Europe est appelée à agir face aux enjeux et aux changements mondiaux engendrés et, de bien des façons, accélérés par la COVID-19. D'une part, la pandémie a exacerbé les inégalités sociales, économiques, générationnelles et écologiques, et d'autre part, elle a provoqué des avancées sans précédent des réponses et de la solidarité européennes, qui se sont notamment traduites par un plan ambitieux de reprise et de résilience. Après l'intervention d'urgence, l'Union européenne s'oriente désormais sur la voie de la relance.

Ce contexte offre également l'occasion à la famille politique progressiste européenne de montrer qu'il existe une alternative, laquelle permettra de parvenir à une Europe plus écologique, socialiste, féministe et juste sur le plan social. L'appel politique lancé par le groupe PSE au Comité européen des Régions porte donc le message suivant : « Œuvrons ensemble pour une relance européenne progressiste, solidaire et durable! »

La présente version actualisée des priorités politiques du groupe PSE a été élaborée comme un document-cadre fondé sur les contributions du groupe au Comité européen des Régions (CdR), mais aussi sur une approche prospective, en réaction aux transformations provoquées par la COVID-19, par l'invasion militaire illégale de la Russie contre l'Ukraine et dans la perspective de la Présidence PSE du CdR pour la deuxième moitié du mandat 2022–2025. L'horizon pour nous, ce sont les élections européennes de 2024 mais avant, le soutien à apporter à l'Ukraine, notre voisin à nos frontières. En tant que Groupe PSE, nous réaffirmons les valeurs d'unité et de solidarité pour une Europe forte et indépendante ! En tant que Groupe PSE, nous rappellerons sans relâche que des politiques d'intégration progressistes doivent se développer dans les quartiers, les villes, les communes et les villages d'Europe. Les collectivités territoriales sont les principales actrices du changement et montrent au quotidien qu'il est possible de construire des communautés accueillantes et qu'il est possible de réussir l'intégration des migrants et des réfugiés.

Le groupe PSE planifie ses futures actions et activités politiques en accord avec l'approche programmatique du Parti socialiste européen (PSE) et avec le groupe de l'Alliance progressiste des socialistes démocrates au Parlement européen (Groupe S&D) ainsi que d'autres partenaires progressistes.

Avec les priorités politiques du mandat 2020–2025 et en tenant compte des perspectives locales et régionales, six priorités politiques globales et transversales ont été établies pour orienter et appuyer le programme politique du groupe PSE au cours des prochains mois, tout en conservant la flexibilité et l'adaptabilité requises en fonction de l'évolution du contexte politique.

**1) LA COHÉSION TERRITORIALE AU SERVICE D'UNE VÉRITABLE RELANCE EUROPÉENNE ET D'UN FUTUR PROSPERE**

Appui en faveur d'une relance progressiste, inclusive et durable en assurant une politique de cohésion forte et robuste comme instrument d'investissement pour le futur

**2) LA RÉALISATION D'UNE EUROPE SOCIALE**

Mise en œuvre du socle européen des droits sociaux en partant des villes et des régions

**3) UNE VISION PROGRESSISTE ET SOCIALE DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE**

Une nouvelle approche du modèle sociétal et de croissance de l'Europe : donner aux villes, aux régions et aux villages les moyens d'agir en tant que catalyseurs de bien-être dans la société

**4) UNE VOIE JUSTE VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

Mise en œuvre d'un pacte vert pour l'Europe socialement juste et territorialisé, en faisant passer la planète et les personnes en premier

**5) PRÊTS POUR UNE ÈRE DU NUMÉRIQUE SOCIALEMENT JUSTE**

Garantie d'une transition numérique socialement juste et de la cohésion

**6) LA RESPONSABILISATION DES CITOYENS POUR UNE EUROPE PLUS DEMOCRATIQUE ET POLITIQUE**

Renforcement et développement de la démocratie européenne en promouvant des moyens innovants de participation citoyenne dans le processus décisionnel de l'Union européenne

**La voie à suivre : construire une alliance progressiste des villes, des villages et des régions**

Le groupe PSE et ses membres ont pour mission de représenter la grande famille des gouvernements locaux et régionaux progressistes dans l'Union européenne (UE). En collaborant étroitement avec eux, notre ambition est de devenir la voix de toutes les collectivités territoriales progressistes et de s'appuyer sur leurs forces et leurs réseaux. Ce faisant, nous resserrerons les liens entre les niveaux local, régional et européen et construirons une Europe plus sociale et durable en partant de la base.

Pour le groupe PSE, il est fondamental de souligner que ce n'est qu'avec le travail et l'engagement des collectivités territoriales, et de leurs représentants, que l'UE comblera le fossé grandissant entre ses institutions et les Européens.

C'est pourquoi, nous avons l'intention de consolider et d'étendre notre plateforme de villes et de régions progressistes afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques et de présenter de nouvelles idées sur la manière de construire une Europe plus durable avec une approche ascendante. Pour concrétiser cette ambition, les jeunes responsables politiques locaux et régionaux progressistes ont aussi un rôle important à jouer, en tant que leaders de demain.

Notre ambition est d'offrir le cadre et les possibilités pour nous rapprocher de cette communauté de jeunes élus, en les invitant à participer aux activités du groupe PSE et en organisant des manifestations pour eux, comme notre événement phare annuel «#ProgressivesSpeakUp School». L'objectif est de leur permettre de se familiariser avec la structure et le travail du CdR et de leur permettre de maintenir des liens plus étroits avec l'institution et ses membres, mais aussi avec la famille politique européenne progressiste.

Le groupe PSE continuera à donner de la visibilité aux nombreux récits optimistes et aux bonnes pratiques dans les villes, villages et régions progressistes dans différents domaines. Les villes et les régions sont en effet devenues des laboratoires de solutions innovantes et, avec cette campagne, le groupe PSE veut les faire connaître. En particulier, le #ProgressiveLocalStories est devenu un exercice de sensibilisation visant à informer les autorités locales des défis et des opportunités de l'Agenda 2030 pour le développement durable et à faire connaître les objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) à un public plus large.

Outre la communication sur les travaux législatifs du CdR, le groupe PSE continuera à mener des campagnes liées à ses priorités politiques en adoptant une nouvelle approche dans sa communication globale : nous suivrons l'actualité et les relations interinstitutionnelles et, dans un cadre politique plus large de l'UE, nous nous adapterons aux nouvelles tendances et à l'évolution des besoins de nos membres.

### **Mise à jour plus détaillée de nos priorités politiques**

#### **1) LA COHÉSION TERRITORIALE AU SERVICE D'UNE VÉRITABLE RELANCE EUROPÉENNE ET D'UN FUTUR PROSPERE**

**Appui en faveur d'une relance progressiste, inclusive et durable en assurant une politique de cohésion forte et robuste comme instrument d'investissement pour le futur**

**La cohésion territoriale doit être au cœur de la relance en Europe.** L'impact de la pandémie de COVID-19 met en évidence le risque de stagnation économique, de fragmentation sociale et d'augmentation des inégalités territoriales au sein des États membres

de l'Union européenne (UE) et entre ceux-ci. La pandémie a également montré le coût élevé engendré par le manque d'investissement dans les services publics et les infrastructures.

À de nombreux égards, la politique de cohésion a soutenu les collectivités locales et régionales dans le déploiement de politiques adaptées et leur a permis d'apporter une réponse rapide à leurs besoins les plus urgents dès le début de la pandémie, évitant ainsi des répercussions bien plus graves. La politique de cohésion et le principe de cohésion européenne ne devraient cependant pas se limiter au traitement de l'urgence. **La cohésion doit être considérée comme une valeur fondamentale**, ainsi que comme un principe transversal à intégrer dans toutes les politiques de l'Union européenne.

**L'Union et la convergence** doivent être au cœur du projet politique européen. Les politiques de l'Union peuvent permettre de combler effectivement **le fossé entre les zones rurales et urbaines, entre les centres villes et les quartiers, ainsi qu'entre les régions périphériques et ultrapériphériques**, si elles sont fondées sur une approche territoriale et territorialisée. **La politique de cohésion est indispensable pour réduire ce fossé.** Elle peut également favoriser une perception positive du public vis-à-vis de l'Union, tout en permettant aux régions accusant un retard de le rattraper et aux régions les plus prospères, d'aller de l'avant.

Bien qu'ils constituent des initiatives bienvenues, l'instrument de relance Next Generation EU ainsi que la Facilité pour la reprise et la résilience ont marqué une réorientation stratégique visant à répondre rapidement à l'urgence sanitaire. Ces derniers étant devenus les principaux instruments de réaction face à la pandémie de COVID-19, les investissements à long terme ont été suspendus, tandis que **l'efficacité et la capacité de la politique de cohésion à répondre aux futures crises sont aujourd'hui remises en question.** Malgré son succès comme instrument pour faire face à l'urgence, la politique de cohésion doit rester le principal instrument d'investissement à long-terme pour les villes, les villages et les régions européennes afin de leur permettre de sortir de la crise et de retourner sur le chemin de la convergence.

**Nous estimons qu'une perspective à la fois globale et à long terme doit être adoptée pour orienter la mise en œuvre actuelle de la politique de cohésion de l'Union européenne et pour éclairer les éventuelles réformes à venir. La future politique de cohésion doit être repensée, rééquipée et réalignée lors des négociations du prochain cadre financier pluriannuel**, pour répondre aux objectifs de cohésion économique, sociale, et territoriale fixés par les traités mais aussi aux enjeux de cohésion numérique. Dans le contexte du cadre de gouvernance de l'Europe, le groupe PSE rappelle l'importance des acteurs locaux et régionaux dans la mise en œuvre des **programmes de la politique de cohésion, lesquels doivent toujours être mis en œuvre au plus près et au bénéfice de tous les citoyens.**

**Les collectivités territoriales doivent par conséquent jouer un rôle clé dans la définition et l'élaboration des politiques de développement** visant à lutter contre les inégalités régionales. En donnant aux villes et régions les moyens d'agir, et en déterminant clairement le lien entre la politique de cohésion de l'Union et d'autres objectifs généraux — tels que la crise climatique et la transition énergétique, la numérisation, la politique sociale et l'extension

des réseaux dans la perspective de la proximité avec les citoyens — la diversité des besoins locaux et régionaux pourra être mieux saisie et permettra de déployer la politique de cohésion de manière plus inclusive, plus progressiste et plus durable.

Le groupe PSE demande à ce que **les collectivités locales et régionales aient les moyens de jouer un rôle actif à toutes les étapes de la politique de cohésion, depuis l'élaboration de son budget jusqu'à sa mise en œuvre sur le terrain. À cette fin, nous devrions travailler pour faire en sorte que l'adoption des législations européennes concernant la cohésion territoriale et le transfrontalier ne soit possible qu'après un avis favorable du Comité européen des Régions. Les autorités locales et régionales doivent aussi bénéficier d'un accès plus direct et souple aux sources budgétaires de l'Union européenne.** Premièrement, parce que les frictions entre les autorités nationales, régionales et locales dans le décaissement des fonds de l'UE pourraient être réduites. Deuxièmement, parce que la concurrence constatée entre la Facilité pour la reprise et la résilience et la politique de cohésion doit être mieux prise en compte. Il convient d'éviter les divergences entre ces deux instruments en repositionnant et en remodelant les politiques existantes, telles que la politique de cohésion, et en promouvant la convergence, les synergies et la complémentarité avec la FRR lorsqu'un impact plus important peut être assuré.

## **2) LA RÉALISATION D'UNE EUROPE SOCIALE**

### **Mise en œuvre du socle européen des droits sociaux en partant des villes et des régions**

Le groupe PSE juge essentiel la réalisation du socle européen des droits sociaux et de son plan d'action. Les thèmes tels que des conditions de travail décentes, des salaires minimums et un revenu minimum au niveau de l'UE, la protection sociale et un véritable débat sur l'union européenne de la santé ainsi que sur la stratégie européenne en matière de soins doivent être au centre de notre action politique et utilisés comme des moyens de réaliser une Europe sociale forte.

#### **Pour une union européenne de la santé et des soins**

**La santé et le bien-être doivent constituer le fondement d'une Europe sociale renouvelée.** Il est nécessaire de promouvoir proactivement la santé et le bien-être de tous les Européens en réfléchissant aux moyens de renforcer les instruments juridiques ou les institutions sanitaires existants. **La réduction des inégalités en matière de santé par l'amélioration de l'accès à des soins de qualité aux niveaux local et régional peut représenter une contribution significative pour commencer la transition vers un secteur européen des soins de santé plus fort, plus réactif et accessible à tous.** Cette mesure est également essentielle pour le secteur des soins de longue durée, ne fût-ce qu'à la lumière des besoins croissants de soins pour les personnes âgées. Le statut et les graves pénuries de personnel soignant et la désertification médicale constituent également un enjeu important, qui mérite des réponses européennes. Le groupe PSE s'efforcera de promouvoir la compétence de l'Union européenne en la matière, dans le respect du principe de subsidiarité. Nous nous tenons également prêts à participer activement à l'élaboration de l'Union

européenne de la santé et à la définition de la prochaine stratégie de l'Union en matière de soins.

### **Il est temps de permettre l'accès à des logements décents, durables et abordables**

L'accès à des logements décents et durables, inclusifs et abordables demeure problématique à plusieurs niveaux. Au sein de l'Union européenne, 80 millions de personnes sont touchées par ce problème en raison du manque de logements abordables. La pauvreté énergétique croît à travers l'UE, tandis que le nombre de personnes sans domicile ne cesse d'augmenter. À l'issue de la crise financière, la gentrification et la financiarisation des zones urbaines ont provoqué une exacerbation des inégalités spatiales. En raison de ce phénomène, l'accès à un logement abordable est devenu un rêve lointain pour de nombreuses personnes, y compris celles avec des revenus moyens ou les jeunes générations. L'effet combiné des crises financière, climatique et sanitaire est encore plus flagrant : les logements sont inappropriés ou inabordables et l'arrivée de réfugiés d'Ukraine exige des choix politiques progressistes qui s'inscrivent dans une perspective à long terme.

Les problèmes d'accès au logement dans les zones urbaines, dus à l'augmentation des prix, peuvent être une opportunité pour les zones rurales. Faciliter l'accès au logement dans les petites municipalités pourrait les aider à compenser le solde démographique négatif qu'elles connaissent, en attirant de nouvelles familles et des jeunes en sus de la population déjà sur place. Cela implique de développer une stratégie en faveur de services de logement social dans les petites municipalités.

**Des solutions innovantes en matière de logements décents pourraient permettre de réduire les inégalités et l'exclusion sociales, comme en témoignent certaines villes et régions progressistes.** En parallèle, l'approche du « logement d'abord » visant à résoudre le problème du sans-abrisme se révèle plus efficace dans la durée.

L'établissement d'un **cadre européen inspiré des bonnes pratiques en matière de logement aux niveaux local et régional** constituerait une contribution significative à une reprise socialement juste et durable. Un tel cadre **pourrait ouvrir la voie pour que chacun puisse bénéficier d'un logement décent, abordable et durable.** Le groupe PSE est intimement convaincu qu'un Pacte européen pour le logement est nécessaire à la réalisation du socle européen des droits sociaux, à l'atteinte des objectifs fixés dans la loi européenne de lutte contre la pauvreté et dans le Pacte vert pour l'Europe, ainsi qu'à la concrétisation de l'ambition de l'Union européenne d'éradiquer le sans-abrisme d'ici 2030.

### **Vers une union européenne pour l'enfance et une politique européenne de la jeunesse ambitieuse**

Plus d'un quart des enfants d'Europe sont concernés par la pauvreté ou l'exclusion sociale, ou sont exposés à ces risques. Dans ce contexte, **il est essentiel de garantir l'accès des enfants à l'éducation et aux soins dès le plus jeune âge, en vue de briser le cercle vicieux de transmission intergénérationnelle des inégalités par le renforcement de la cohésion sociale et de notre résilience collective.** La naissance du concept d'Union pour

l'enfance est liée à la politique de la garantie pour l'enfance, une initiative menée par le groupe S&D au Parlement européen comme la réponse progressiste pour lutter rapidement contre les inégalités. La perspective locale et régionale dans ce contexte peut créer une valeur ajoutée en mettant en lumière les meilleures pratiques des politiques de l'enfance et des systèmes de sécurité sociale, mais aussi en ce qui concerne l'accès aux instruments financiers post-COVID-19 de l'Union, lesquels peuvent favoriser l'inclusion et l'équité dès la petite enfance. Le groupe PSE est convaincu que **l'union pour l'enfance jouera un rôle déterminant dans la réalisation d'une Union véritablement sociale. La garantie pour la jeunesse, laquelle appuiera les jeunes générations et les aidera à gagner en autonomie**, complétera notre vision de l'Europe sociale. La révision des allocations du Fonds social européen revêt une importance particulière; notre ambition est de tirer parti de ce processus pour étendre les allocations par l'introduction d'une exigence de stages rémunérés. L'année 2022 ayant été déclarée l'Année européenne de la jeunesse et compte tenu de la contribution des jeunes à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le groupe PSE appuiera le programme de l'Union visant à favoriser l'accès à l'éducation, la culture et au sport pour tous les jeunes et à augmenter la participation des jeunes à la vie démocratique à tous les niveaux de gouvernance.

### **Pour un programme féministe et fondé sur l'égalité entre les femmes et les hommes**

Au vu de la réalité qui se profile après la pandémie, il apparaît clairement que les femmes ont été affectées de manière disproportionnée par la pandémie et sont toujours plus exposées aux inégalités et aux violences basées sur le genre, aux emplois précaires, à la pauvreté, au chômage et aux effets du changement climatique, entre autres. L'érosion de la protection sociale des femmes exige une attention particulière ainsi que la **volonté politique de placer l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits des femmes au cœur de la ligne d'action du groupe PSE pour la justice sociale, en vue de parvenir à une véritable Europe sociale.**

En ce qui concerne les progrès de la numérisation et la mise en œuvre de l'Intelligence Artificielle (IA), nous devons nous assurer que les systèmes d'intelligence artificielle réduisent les préjugés et la discrimination structurelle au lieu de créer ou de reproduire ces biais. L'intelligence artificielle doit être au service d'une société plus égalitaire.

Notre engagement politique doit viser à intégrer les valeurs féministes dans tous nos travaux et à promouvoir notre code de conduite en matière de parité hommes-femmes dans le cadre de la participation du groupe PSE au CdR, mais aussi d'exercer une pression en faveur d'une plus grande parité entre les hommes et les femmes au sein du CdR en tant qu'institution et de ses délégations nationales également. Le groupe PSE plaide également en faveur de la réalisation d'évaluations de l'impact en fonction du genre avant chaque proposition de nouvelle législation de l'UE.

### **Les villes et les municipalités changent la donne de la politique de migration et d'intégration**

Il était attendu du nouveau pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne qu'il résolve l'impasse politique au niveau européen qui empêche de parvenir à une politique de migration

commune. Malheureusement, celui-ci ne repose pas sur une approche véritablement fondée sur la solidarité. Il ne tient pas compte du rôle déterminant des régions et des villes dans la gestion de la migration sur le terrain et dans l'accueil des réfugiés, puisqu'il conserve le critère du premier pays d'entrée. Dans son ensemble, la proposition maintient le *statu quo* du règlement de Dublin, car elle ne prévoit aucune incitation à l'accueil volontaire des réfugiés ni aucun système de répartition décentralisé fiable et solidaire entre les États membres de l'Union.

Dans ce contexte, le groupe PSE souhaite soutenir le débat sur la garantie d'une gestion efficace et humaine de la migration, et appelle de ses vœux l'élaboration de politiques d'intégration adéquates et inclusives. **Bien qu'elle constitue un enjeu mondial, la réponse à la migration se déploie au niveau local, et les collectivités locales et régionales ont un rôle indispensable à jouer dans la gestion des répercussions de la migration, mais aussi dans la communication des avantages qu'elle présente.**

La pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine ont accentué la vulnérabilité de nombreux migrants et réfugiés, montrant à quel point il est essentiel que la politique d'intégration demeure une priorité politique. Les villes et les municipalités sont de facto aptes à changer la donne dans la gestion de la migration, puisqu'elles sont devenues d'importants incubateurs de réseaux de solidarité.

En ce qui concerne la gestion de la migration, les villes, en particulier, étaient en première ligne du déploiement des mesures sanitaires, garantissant l'accès au logement, à l'éducation et à l'emploi. Pour le Groupe PSE, nous saluons la proposition de règlement CARE qui vise à soutenir les budgets nationaux et régionaux dans toute l'UE pour faire face une arrivée sans précédent de réfugiés, résultant de l'invasion russe sans motif contre l'Ukraine. L'éradication de la pauvreté est l'une des priorités du Groupe PSE. Partant, nous appelons à renforcer le rôle de la Garantie pour l'Enfance et de la Garantie européenne Jeune pour faire face à la situation des enfants et des mineurs non accompagnés arrivant en Europe.

La simplification et la promotion de l'accès aux financements ainsi que l'association des collectivités locales et régionales à l'élaboration des politiques d'accueil et d'intégration se sont avérées très efficaces. La participation des acteurs non gouvernementaux ainsi que de la société civile, contribuent aussi au sentiment du bien vivre ensemble et de l'inclusion sociale. Comme Groupe PSE, nous croyons fermement que la solidarité mais aussi la prise en charge positive de la situation en Ukraine doivent guider et inspirer l'organisation et le financement des flux de migrations à l'avenir.

### **L'heure des villes et régions de liberté LGBTQIA+**

La réalisation d'une Union de l'égalité pour tous, où les droits fondamentaux de chacun et chacune sont respectés et protégés, est consacrée dans l'ordre juridique de l'Union européenne. Néanmoins, la discrimination envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexuées, queer et asexuée (LGBTQIA+) persiste dans l'Union, comme en témoigne la vague de réaction brutale à l'encontre des droits des personnes LGBTQIA+. En réponse, de nombreuses villes et municipalités ont pris des

engagements politiques forts pour lutter contre cette tendance en se proclamant zones de liberté LGBTIQA+. Une quantité d'autres exemples et initiatives positifs voient le jour dans les régions et les villes d'Europe, et le nombre de villes et régions de liberté LGBTIQA+ ne cesse d'augmenter. Le groupe PSE a joué un rôle essentiel à cet égard via sa campagne de communication. Il a été en première ligne pour la promotion et la défense des droits des personnes LGBTIQA+ en démontrant les moyens par lesquels des **mesures aux niveaux local et régional contribuent à l'ambition d'une Europe dans laquelle la discrimination, la persécution et les préjugés n'auraient pas leur place**. Dans le même temps, le groupe PSE au CdR applique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme de discrimination dans la réalisation de ses travaux, quel que soit le préjugé sur laquelle elle est fondée, notamment en ce qui concerne l'identité de genre et l'orientation sexuelle.

### **3) UNE VISION PROGRESSISTE ET SOCIALE DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE**

**Une nouvelle approche du modèle sociétal et de croissance de l'Europe : donner aux villes, aux régions et aux villages les moyens d'agir en tant que catalyseurs de bien-être dans la société**

Le groupe PSE **doit s'appuyer sur l'engagement social, présenté à l'occasion du Sommet social de Porto en mai 2021**. La promotion de la politique de cohésion en tant que valeur fondamentale et que moyen de réduire les inégalités et d'améliorer les conditions de vie après la pandémie de COVID-19 permettrait de renforcer l'Europe sociale. Le groupe PSE est convaincu **que le modèle sociétal et de croissance de l'Europe peut tirer parti des transitions écologique et numérique pour gagner en équité et en inclusivité, donnant ainsi les moyens aux collectivités locales et régionales et aux citoyens de faire entendre leurs voix**.

Au niveau européen, le groupe PSE militera en faveur d'un **budget européen basé plus amplement sur des ressources propres renforcées de l'UE et sur une approche solidaire de la redistribution budgétaire dans l'Union**. Les effets des premières mesures dans cette voie sont visibles, comme l'illustre le véritable bond en avant réalisé dans l'intégration européenne grâce à des instruments tels que **Next Generation EU et SURE** (nouvel instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence), **lequel devrait être rendu permanent et être complémentaire de la politique de cohésion de l'Union européenne**. Les répercussions positives de ces instruments ne devraient toutefois pas éclipser l'importance de la politique de cohésion dans la relance ainsi que son rôle déterminant dans les transitions numérique et écologique.

Le groupe PSE participera attentivement au prochain **réexamen de la gouvernance économique de l'UE ainsi qu'à la réforme du Pacte de stabilité et de croissance**. Le Groupe PSE y voit l'occasion, pour notre famille politique, de revoir les mesures d'austérité et d'introduire dans le cadre économique de l'Union européenne des règles d'or relatives aux investissements publics, en vue d'appuyer la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe de

manière sociale, juste et territorialisée. Pour lutter contre la centralisation et le processus intergouvernemental du Semestre européen, le groupe PSE au CdR défendra sa démocratisation. Afin de permettre la participation des collectivités locales et régionales, le Semestre européen doit respecter un code de conduite qui garantisse les principes de partenariat et de subsidiarité.

Dans ce contexte, le groupe PSE tentera d'incarner une force mobilisatrice des collectivités locales et régionales progressistes de toute l'Europe, **en vue de promouvoir et de contribuer à faire du marché intérieur un endroit juste pour toutes et pour tous, plutôt qu'une jungle où survivent seulement les plus fortes et les plus forts.** C'est pourquoi nous jugeons qu'il est important de contribuer au débat sur de nouveaux indicateurs au-delà du PIB et sur le concept de bien-être comme plus adéquat mesure que la croissance.

#### **4) UNE VOIE JUSTE VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

**Mise en œuvre d'un pacte vert pour l'Europe socialement juste et territorialisé, en faisant passer la planète et les personnes en premier**

##### **Protéger notre environnement et notre climat, lutter contre la pauvreté énergétique**

Le Pacte vert pour l'Europe a été érigé en tant que première priorité politique de la Commission européenne et initiative transversale phare pour instaurer un modèle de développement alternatif de notre économie et de notre société dans un monde en rapide évolution. **La crise de la COVID-19 actuelle a mis en lumière le lien étroit entre les urgences sanitaire et écologique, ainsi que l'importance capitale de préparer le terrain dans le processus d'élaboration des politiques publiques pour veiller à ce que notre planète et notre climat puissent être protégés dans le cadre des objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies. Pendant la transition vers ce modèle alternatif, aucune personne ni aucun territoire ne doit être laissé de côté.**

Le groupe PSE estime qu'une attention particulière doit être accordée aux conséquences et aux coûts d'adaptation à la crise climatique pour les régions, notamment celles qui sont confrontées à la double difficulté de devoir atténuer les répercussions du changement climatique tout en supportant les frais de leur gestion. Une transition juste doit tenir compte des effets aggravants que la crise climatique peut avoir sur les inégalités en Europe. Une attention spécifique doit être donnée, dans ce cadre, à la perspective de genre dans la transition juste, notamment en puisant dans ce potentiel de verdissement des secteurs de l'économie pour s'assurer que les femmes ne soient pas laissées sur le bord de la route lors de ce processus de transformation.

**La transition vers une société neutre sur le plan climatique constitue une transformation radicale, laquelle exige une volonté politique mondiale forte et commune.** Il est essentiel d'instaurer une relation de confiance avec toutes les strates de la société ainsi qu'un consensus social au moyen du dialogue social. Les collectivités locales et régionales ont un rôle essentiel à jouer dans cette transition, en favorisant l'adhésion du public sur le terrain et en mettant en œuvre au niveau local les objectifs du développement durable.

Le groupe PSE accordera également une attention particulière à la pauvreté en matière énergétique et de mobilité, qui touche un nombre croissant d'Européens et qui peut être aggravée par la transition écologique si aucune mesure appropriée n'est prise. Cela suppose également de promouvoir les politiques d'efficacité énergétique et d'encourager les investissements dans les énergies renouvelables et neutres en carbone.

Il est aussi important de faire face aux nouveaux défis qu'affronte le marché unique en termes de pénuries et d'accroissement du prix des énergies. Face à ces nouvelles distorsions, l'UE doit être capable d'offrir de nouvelles solutions qui contribuent à un Marché intérieur plus résilient et renforcé, dans le cadre du renforcement de l'autonomie stratégique de l'Union.

### **Une vision progressiste pour les zones rurales**

**Une approche politique robuste est nécessaire pour permettre aux zones rurales de réduire les écarts et de déployer leur plein potentiel.** Dans le même temps, la liaison et la coopération entre les zones rurales et urbaines doivent être réalisées de manière inclusive et durable, sans perdre de vue les disparités et la diversité des zones rurales. Dans ce contexte, l'initiative du Nouveau Bauhaus européen, entre autres, peut aider à combler le fossé rural-urbain.

Pour le groupe PSE, la vision à long terme de l'UE pour les zones rurales doit conduire à l'adoption d'un agenda rural européen. Ce dernier doit veiller à ce que les spécificités rurales soient prises en compte dans toutes les politiques de l'UE en apportant le soutien nécessaire aux zones rurales pour qu'elles se redressent à la suite de la pandémie. À cet égard, il est essentiel que les zones rurales aient leur mot à dire et contribuent à l'évaluation des plans nationaux pour la reprise et la résilience.

Pour le groupe PSE, il est primordial que la politique agricole commune soutienne les zones rurales qui mènent la transition écologique. Par conséquent, il convient d'accorder une attention particulière à la politique de développement rural et à la capacité des zones rurales à se conformer au paquet législatif « Pacte vert et Ajustement à l'Objectif 55 », en vertu du principe de l'approche territorialisée. Une transition juste et équitable implique que les zones rurales ne soient pas laissées sur le bord de la route.

Le secteur agricole souffre également des conséquences de l'augmentation du prix des engrais et des carburants. La crise du secteur HORECA pendant les longs mois de la pandémie de la COVID-19 a également affecté la consommation dans de nombreux secteurs. Ces difficultés auxquelles font face le monde agricole doivent être résolues.

## 5) PRÊTS POUR L'ÈRE DU NUMÉRIQUE SOCIALEMENT JUSTE

### Garantie d'une transition numérique socialement juste et de la cohésion

#### Économie et société numériques

La transition numérique est l'une des grandes tendances qui façonnent la vie et les moyens de subsistance des habitants du monde entier. S'agissant de la transition numérique, notamment en ce qui concerne l'intelligence artificielle, l'Europe tente d'adopter une approche centrée sur l'humain, car elle vise également à élaborer son propre modèle de développement numérique.

Il est dès lors important d'évaluer la manière dont les effets et la nature de la transition numérique affectent les économies et les sociétés européennes, notamment dans le domaine des services publics et du lieu de travail. Dans ce contexte, il est important que les régions et les villes progressistes partagent les meilleures pratiques et contribuent à imaginer la voie européenne de la transition numérique ; celle qui mènera à un développement technologique plus inclusif et plus durable; celle qui pourra servir un objectif sociétal et économique plus large; celle qui pourra offrir de meilleures perspectives pour les travailleurs, les citoyens et l'environnement.

Le groupe PSE estime qu'il convient de réaffirmer le rôle déterminant de l'éducation numérique et de l'apprentissage tout au long de la vie pour ouvrir la voie à un avenir durable et inclusif pour tous. Il conviendra également de s'attacher à ne laisser personne de côté dans cette transition numérique, que ce soit en matière d'accès aux services publics, aux activités culturelles civiques ou politiques en ligne, aux compétences numériques et à une connexion haut débit ainsi qu'à des services numériques de haute qualité. Il s'agit là d'importantes conditions préalables à l'égalité et à la cohésion numériques.

Certaines zones rurales et isolées n'étant pas encore équipées de connectivité haut débit, cette dernière devrait être clairement établie en tant que condition de base pour chaque citoyen de l'Union européenne, et l'accès à une telle connectivité devrait être considéré comme un service d'intérêt général.

#### Encadrer « l'économie des petits boulots » et protéger les travailleurs de plateforme

La révolution numérique est en train de transformer notre façon de travailler, de consommer, de produire et de vivre. Les travailleurs de plateforme comptent parmi les personnes les plus vulnérables dans « l'économie des petits boulots » (ou « gig économie ») d'aujourd'hui, étant confrontés au côté négatif du progrès technologique. Pour que ce dernier se traduise par un progrès social pour tous, les travailleurs de plateforme doivent être reconnus comme des employés et doivent bénéficier de conditions de travail décentes et justes, ainsi que de droits sociaux tels que les congés maladie, l'assurance sociale et une rémunération équitable, mais aussi du droit de négociation collective. Le groupe PSE estime que l'économie numérique et le monde du travail doivent être encadrés pour qu'ils profitent au plus grand nombre et non à certaines personnes uniquement.

Le progrès technologique ne peut affaiblir les normes découlant de l'acquis social européen et, plus important encore, les économies traditionnelles et de plateforme doivent coexister dans des conditions équitables.

## **6) LA RESPONSABILISATION DES CITOYENS POUR UNE EUROPE PLUS DEMOCRATIQUE ET POLITIQUE**

**Renforcement et développement de la démocratie européenne en promouvant des moyens innovants de participation citoyenne dans le processus décisionnel de l'Union européenne**

La conférence sur l'avenir de l'Europe vise à donner envie aux citoyens de l'Union européenne de participer à l'Europe et de prendre l'initiative dans le réajustement, la réorganisation et la redéfinition de l'Europe en tant que projet politique conjoint. Son objectif est de renforcer les relations entre les citoyens de l'Union et les institutions de cette dernière qui les gouvernent, afin de rétablir la confiance. Avec cet exercice, la Commission espère également redynamiser l'identité européenne et préparer le terrain pour les prochaines élections européennes de 2024.

Bien que la conférence ne soit pas encore parvenue à créer un nouvel élan politique en Europe, le groupe PSE est intimement convaincu qu'elle ne devrait pas se limiter à une seule édition. **La coopération et le dialogue avec les citoyens doivent constituer des caractéristiques permanentes de l'Union européenne et être intégrés dans son processus de prise de décision. Par ailleurs, les collectivités locales et régionales devraient être associées aux prochaines initiatives, quelle que soit leur forme.** Il est important d'élaborer une nouvelle approche et de réfléchir de manière innovante à la mesure dans laquelle les citoyens peuvent être représentés, inclus et associés au projet européen. Il convient également de **relancer le débat politique sur une éventuelle modification du traité convoquant une Convention et, ce faisant, de renforcer le rôle du CdR en tant qu'assemblée politique plus décisive.**

### **Élargissement de l'UE**

Le CdR dispose actuellement de trois comités consultatifs paritaires (CCP) actifs avec le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie et de deux Groupes de travail (GT) avec les pays concernés par l'élargissement de l'UE, la Turquie et les Balkans occidentaux. Les membres du Groupe PSE participent activement à ces organes en partageant les expériences passées depuis leur adhésion, les exemples de bonnes pratiques des collectivités locales et régionales au sein de l'UE et en défendant les principes fondamentaux de l'UE qui sont une condition préalable à l'adhésion à l'Union. Ce faisant, les membres du Groupe PSE soutiennent les pays visés par l'élargissement sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne,

les préparent à une éventuelle adhésion à l'UE et suivent les négociations d'adhésion en cours, en accordant une attention particulière aux chapitres sur l'élargissement, qui sont les plus pertinents pour les collectivités locales et régionales. Le Groupe PSE est convaincu que les futurs États membres de l'UE doivent remplir tous les critères d'adhésion avant d'adhérer à l'UE. Cependant, il estime également que les différends existants entre les pays candidats et membres de l'UE devraient être résolus bilatéralement pour permettre à tous les pays visés par l'élargissement de l'UE d'avoir une perspective d'élargissement réaliste une fois que les critères nécessaires sont remplis.

### **Pour une relation encore plus étroite avec le voisinage oriental et méridional de l'UE**

La conférence des collectivités régionales et locales pour le partenariat oriental (**CORLEAP**) et l'Assemblée régionale et locale euroméditerranéenne (**ARLEM**) sont deux forums politiques établis par le CdR au sein desquels les villes et les régions des pays voisins d'Europe se réunissent pour débattre, avec leurs partenaires européens, des moyens qui permettraient de promouvoir la démocratie locale, la gouvernance à plusieurs niveaux et la coopération décentralisée, et de partager leurs connaissances et leur expérience technique dans les domaines relevant de la compétence des collectivités locales et régionales.

L'action de l'Union en rapport avec les pays de la CORLEAP et de l'ARLEM doit être guidée par l'ambition de renforcer les liens politiques et économiques ainsi que de promouvoir la solidarité, la décentralisation et les réformes institutionnelles, tout en respectant les valeurs et les droits consacrés par les traités de l'Union et par sa charte des droits fondamentaux. Le Comité européen des régions a créé un groupe de travail avec l'Ukraine, le plus grand pays du partenariat oriental. En raison de l'invasion russe en Ukraine et, partant, de son importance géopolitique, le groupe de travail du CdR sur l'Ukraine a assumé son rôle politique consistant à formuler les réponses du CdR et à soutenir les partenaires ukrainiens sur le terrain.

Le groupe PSE entend jouer un rôle de catalyseur, en œuvrant à renforcer la coopération et le dialogue politiques avec les forces progressistes des pays de l'ARLEM et de la CORLEAP pour définir les priorités les plus urgentes à l'avenir, en vue de garantir la paix, stabilité et la prospérité commune sur les trois rives de la Méditerranée et avec les pays du partenariat oriental.

**Il est grand temps de reconnaître le rôle des villes et des régions et de leur donner les moyens d’agir en tant que catalyseurs d’une société du bien-être et le rôle de la politique de cohésion pour en faire une réalité!**

Les difficultés auxquelles l’Europe est actuellement confrontée sont multiples et montrent que, dans le sillage de la crise de 2008, de l’urgence climatique et de la pandémie de COVID-19 et maintenant la guerre en Ukraine, il est urgent de réévaluer la manière dont nos sociétés sont organisées, mais aussi de réfléchir aux moyens d’élaborer les politiques publiques de sorte à garantir un avenir durable et une prospérité commune pour tous, sans qu’aucune personne ni aucun territoire ne soit laissé de côté. C’est ainsi que le concept de bien-être forme le chaînon qui relie les priorités politiques des Socialistes et des Sociaux-démocrates de notre famille politique, notamment la voie vers le progrès social et écologique, comme le prévoient le socle européen des droits sociaux et les objectifs de développement durable des Nations unies.

Des États-providence forts, des services publics robustes et notre modèle sociétal dans son ensemble doivent adopter le bien-être comme un programme progressiste, solidaire et durable pour l’avenir. La justice et le progrès sociaux, au même titre que des transitions justes et équitables, sont au centre de notre programme politique progressiste. Avec le soutien d’une politique de cohésion forte et robuste, les villes et les régions progressistes se tiennent prêtes à catalyser cette vision : une société du bien-être !